



**Frontière ?** En faisant appel, pour sa nouvelle campagne publicitaire, au joueur de football américain Colin Kaepernick – initiateur d'un mouvement de boycott de l'hymne national des Etats-Unis avant les matchs de la National Football League en protestation contre les violences policières à l'égard des Noirs –, Nike a pris un risque. Risque gagnant si l'on en croit les statistiques encourageantes portant sur les ventes en ligne du groupe réalisées au moment de l'annonce. L'attitude de l'équipementier semble d'ailleurs s'inscrire dans une tendance forte selon une [étude](#) du cabinet américain BRANDfog. Cette étude souligne qu'une grande proportion de consommateurs et de salariés attend que les PDG s'expriment davantage sur les problèmes de société. Ce qui confirme que la frontière entre les entreprises et leur environnement global est de plus en plus perméable.

## CONTEXTES

### Esclavage moderne, Qatar

#### Le Qatar réforme sa législation sur les travailleurs migrants

Depuis la désignation du Qatar, en décembre 2010, comme pays hôte de la prochaine coupe du monde de football, ONG et syndicats n'ont eu de cesse de dénoncer les conditions dans lesquelles sont employés les quelque 2 millions de travailleurs migrants présents dans le pays. **Le système de la [kafala](#) est particulièrement visé.** Il lie les salariés à leur employeur pour la durée de leur contrat, leur interdisant de quitter cet emploi sans sa permission. Combiné à des conditions de travail parfois épouvantables, ce système assimile la situation des travailleurs migrants à une forme d'esclavage moderne. Aussi le 4 septembre mérite-t-il d'être marqué d'une pierre blanche. Selon l'agence de presse officielle Qatar News Agency, la loi n° 13 de 2018 amende les dispositions des lois n° 21 de 2015 et n° 1 de 2017 relatives à l'entrée et à la sortie des expatriés. **Désormais, les travailleurs étrangers pourront quitter leur emploi sans l'autorisation de leur employeur.** Celui-ci pourra néanmoins s'y opposer, à condition de formuler une demande de dérogation auprès des ministères concernés. Le nombre de ces salariés ne pourra toutefois excéder 5 % des effectifs. Par ailleurs, les employés de maison ne sont pas concernés par la nouvelle réglementation. Selon Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, ces exceptions seraient des mesures transitoires.

### Climat, Etats-Unis, énergie

#### La Californie en route vers l'électricité 100 % renouvelable

Bastion de la résistance aux initiatives de Donald Trump sur le plan climatique, la Californie vient de marquer d'une pierre blanche son action dans ce domaine. L'Assemblée et le Sénat de la cinquième puissance économique mondiale ont en effet adopté (respectivement les 28 et 29 août) une [loi](#) selon laquelle l'électricité fournie en 2045 devra être à 100 % renouvelable, avec un objectif intermédiaire de 60 % d'ici au 31 décembre 2030. Jusqu'alors, la loi avait fixé un objectif de 50 % d'ici à 2030. La Californie devient donc le deuxième Etat fédéré à se fixer un tel objectif, après Hawaï. Le 30 août, **une [autre loi](#) a été votée, obligeant les deux plus importants fonds de pension californiens (CalPERS et CalSTRS) à identifier et analyser les risques climatiques dans leur portefeuille, à faire part – dans un rapport – des progrès réalisés pour s'aligner sur les objectifs poursuivis par l'accord de Paris et la politique climatique de la Californie, ainsi que de leurs méthodes et des résultats obtenus dans le cadre de leur politique d'engagement sur la question des risques financiers liés au climat à l'égard des sociétés cotées dont les intensités en carbone sont les plus importantes.** Les premiers rapports devront être publiés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, puis tous les trois ans.

## Energie, Etats-Unis, construction

### Bientôt une loi à New York pour réduire la consommation énergétique des bâtiments ?

Costa Constantinides, président du comité de protection de l'environnement du conseil municipal de la ville de New York, a annoncé le 20 août dernier qu'il était parvenu à réunir une large coalition d'acteurs pour soutenir un projet de texte de loi visant à réduire la consommation énergétique des plus grands bâtiments de la ville. Si ce projet – encore au stade de la rédaction – venait à être adopté, il concernerait la rénovation énergétique de 50 000 bâtiments environ, avec pour objectif de **réduire leur consommation de 20 % d'ici à 2020 et de 80 % à l'horizon 2050**. Selon les estimations, les rejets annuels de GES de la « Grosse Pomme » seraient de 52 millions de tonnes (soit 11 % environ de ceux de la France) et les bâtiments participeraient à hauteur de 11 % de ce volume.

## Santé, Afrique du Sud, tabac

### L'Afrique du Sud veut renforcer la réglementation sur le tabac

Le tabac continue à faire des ravages dans le monde et, à ce rythme, il pourrait être à l'origine de 8 à 10 millions de décès par an d'ici à 2030. Depuis plusieurs décennies, les pays industrialisés ont adopté des mesures pour réduire la consommation de tabac sur leur territoire. Mais les pays émergents, Chine en tête, ont pris le relais : **dans une décennie, plus de 80 % des victimes pourraient être enregistrées dans les régions à moyen ou bas revenu**. En Afrique du Sud, le tabac serait à l'origine de plus de 40 000 décès par an. Un projet de loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme (Control of Tobacco Products and Electronic Delivery System Bill) a été récemment présenté au Parlement sud-africain. Il prévoit de limiter l'usage du tabac dans les lieux publics, d'en interdire la publicité ainsi que l'exposition dans les points de vente, d'imposer l'adoption d'emballages neutres et de proscrire la vente de cigarettes à l'unité.

## Foncier, Liberia

### Le Liberia se dote d'une loi foncière protégeant les droits coutumiers

L'absence de législation rigoureuse reconnaissant les droits fonciers des populations est un facteur majeur de violation des droits humains dans bon nombre de pays en développement. Cette situation expose les communautés à des déplacements abusifs visant à permettre le transfert de leurs terres à des investisseurs en vue d'une exploitation minière ou forestière. C'est le cas au Liberia, où les concessions foncières couvrent plus de 45 % du territoire et ont provoqué de nombreux conflits au cours des dernières années. Après quatre années de débat, le Sénat libérien s'est prononcé, il y a quelques jours, en faveur du **projet de loi** – adopté l'an dernier par la Chambre des représentants – **qui reconnaît les droits coutumiers comme équivalant au droit privé**. Le projet, qui doit passer à nouveau devant la Chambre des représentants, ne devrait pas subir de modification majeure. Les communautés devront ensuite créer une structure de gouvernance foncière et documenter leurs droits. Restera ensuite à appliquer la loi.

## Déchets, Burundi

### Le Burundi interdit l'utilisation des emballages en plastique

Selon un décret présidentiel, « *la fabrication, l'importation, le stockage, la vente et l'utilisation de tous les sachets et autres emballages en plastique sont interdits* » depuis le 8 août 2018 au Burundi. Un délai de dix-huit mois a été consenti pour écouler les stocks et les commandes passées, et **une dérogation a été accordée** pour certains produits très spécifiques, ainsi que pour les sacs et sachets en plastique biodégradable (même si, dans certains cas, des ONG, la Fondation Ellen MacArthur et même des entreprises estiment que la nature écologique des plastiques oxo-dégradables est tout à fait contestable, [IE n° 269](#)). Cela étant, les mesures visant à réduire les déchets en plastique dans les pays en développement sont salutaires, car ces régions sont très exposées à cette pollution. Dans l'immédiat, le décret a eu pour effet de faire flamber le prix des sachets

d'emballage et de certains produits offerts par les vendeurs ambulants. Souhaitons que cette mesure permettra de développer de vraies alternatives, comme on peut en observer ponctuellement ([IE n° 235](#)).

## Déchets, Thaïlande, électronique

### A son tour, la Thaïlande va interdire l'importation de certains déchets

L'interdiction par la Chine, en début d'année, de l'importation de plusieurs types de déchets solides sur son territoire a fait réagir certains pays de la région qui craignent de devenir des « décharges de remplacement ». Après l'annonce, par le Vietnam, fin juillet, qu'il ne délivrerait plus de nouvelles licences d'importation de déchets, c'est au tour de la Thaïlande de prendre des mesures restrictives : le 16 août, une personnalité du ministère de l'Environnement a indiqué que le pays interdirait l'importation de **432 types de déchets électroniques** d'ici à six mois. La liste de ces familles de déchets sera annoncée prochainement.

---

## OUTILS, ANALYSES

---

### Reporting

#### Les entreprises intègrent les ODD de l'ONU, mais les sélectionnent à leur convenance

La plupart des grandes entreprises établissent désormais des liens entre leur politique de RSE et la totalité ou une partie des 17 objectifs de développement durable de l'ONU (ODD), avec leurs 169 cibles. C'est une bonne chose parce qu'intrinsèquement, ces liens existent ou, à tout le moins, devraient systématiquement être examinés pour donner une légitimité à toute politique de RSE. Le problème est que **de nombreuses entreprises semblent adopter une démarche à la carte**. En d'autres termes, elles cherchent surtout à déterminer comment ces 17 objectifs identifiés par l'ONU – ou certains d'entre eux – peuvent coïncider avec leurs politiques et leurs programmes en cours, elles focalisent leurs efforts sur ceux qui leur paraissent les plus faciles à atteindre et omettent d'aborder leurs impacts négatifs. A ce jeu-là, elles risquent de perdre la confiance de leurs parties prenantes, en particulier des investisseurs. C'est du moins l'analyse que fait le Pacte mondial des Nations unies. Aussi celui-ci a-t-il rédigé, en collaboration avec la Global Reporting Initiative (GRI), un [guide](#) qui doit permettre aux entreprises de mieux intégrer les ODD dans leur reporting et leur **éviter de tomber dans un « ODD-washing »**. Ce guide invite les firmes à revisiter l'intégralité de leur modèle d'affaire – chaîne d'approvisionnement comprise – à la lueur des ODD (et non l'inverse) et à identifier en premier lieu les risques et les impacts positifs sur lesquels elles peuvent agir d'une manière vraiment significative.

**Rémunérations.** Une [étude](#) du Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) et du High Pay Center, publiée le 15 août, montre que la rémunération médiane des patrons des entreprises du FTSE 100 a progressé de plus de 11 % entre 2016 et 2017, passant de 3,5 millions de livres à 3,9 millions. Dans le même temps, le salaire médian des salariés travaillant à plein temps au Royaume-Uni n'a progressé que de 2 %, pour atteindre 28 758 livres. Les femmes représentent 7 % des directeurs exécutifs des sociétés du FTSE 100 et 3,5 % seulement des rémunérations.

### Climat

#### Risque d'emballage irréversible de l'augmentation de la température terrestre

On sait que l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère est à l'origine de l'augmentation globale moyenne de la température de la planète, mais aussi que cette augmentation provoque elle-même des facteurs de réchauffement supplémentaires (**rétroactions positives**). Plusieurs de ces facteurs sont déjà pris en compte dans les principaux modèles climatiques. La fonte des glaces augmente, on le sait, la superficie sombre de la surface terrestre, réduisant la quantité de lumière solaire réfléchiée dans l'espace (effet albédo-glace), l'élévation de la température accroît la concentration de vapeur d'eau dans

l'atmosphère, elle-même gaz à effet de serre. En revanche, **d'autres phénomènes susceptibles d'amplifier le réchauffement climatique sont encore peu étudiés**. Il en est ainsi de la fonte du pergélisol – sol gelé en permanence dont la disparition permettrait la décomposition des composés organiques emprisonnés libérant ainsi du méthane et du gaz carbonique – et de la diminution de l'absorption du dioxyde de carbone par les plantes terrestres et par le phytoplancton contenu dans les océans (en raison de la modification des écosystèmes). C'est sur ces phénomènes que seize éminents spécialistes internationaux se sont penchés dans un [papier publié](#), le 6 août 2018, par le journal scientifique *PNAS (Proceedings of the National Academy of Sciences)*. Selon les chercheurs, même en cas de respect des engagements de l'accord de Paris (qui vise à maintenir l'augmentation de la température entre 1,5 °C et 2 °C d'ici à 2100), on ne peut exclure qu'au-delà d'un certain seuil, **ces rétroactions positives produisent une réaction en chaîne** qui engage le système terrestre sur une trajectoire irréversible.

---

## ENGAGEMENT

---

### Nucléaire, France, énergie

#### **WWF propose de transformer le modèle économique d'EDF pour sauver le groupe**

La loi de 2015 sur la transition énergétique avait prévu de ramener la part du nucléaire dans le bouquet énergétique de la France de 75 % aujourd'hui à 50 % en 2025. En novembre 2017, le gouvernement a renoncé à cet objectif. Le 5 septembre, le Premier ministre, Edouard Philippe, a évoqué 2035 comme date butoir, une échéance qui devrait être confirmée avec la présentation de la Programmation pluriannuelle de l'énergie, en octobre. Mais plus les réformes attendront, plus le délai s'allongera. Et ce **d'autant plus que la situation financière d'EDF n'est pas brillante**, selon un constat établi par les analystes financiers et confirmé par un rapport parlementaire et des ONG, comme Greenpeace ([voir IE](#)). Le 6 septembre, l'association WWF a, à son tour, apporté sa contribution dans un rapport intitulé **« Sauver EDF par la transition »**. Constatant l'incapacité du groupe à rembourser sa dette et à répondre au *« mur d'investissement »* à venir, le **WWF propose un plan en plusieurs points** : augmentation du prix de gros de l'électricité (cela alourdirait la facture énergétique des ménages de 0,2 % par an entre 2021 et 2030, et de 1,5 % pour les industries électro-intensives), instauration d'un prix plancher de 30 euros à la tonne de carbone, suppression ou rehaussement du prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire, réduction de la capacité installée grâce à la fermeture de vingt-trois réacteurs d'ici à 2030 (ce qui limiterait du même coup les dépenses nécessaires au grand carénage), mise en œuvre de cessions sélectives pour un montant de 15 milliards d'euros, sollicitation de l'aide de l'Etat français pour finaliser le changement de modèle économique du groupe.

### Climat, Royaume-Uni, assurance

#### **Plainte contre des assureurs pour défaut d'information sur les risques climatiques**

Les assureurs sont confrontés à **quatre types de risques** liés au changement climatique : des « risques physiques » dus à un accroissement des sinistres, des « risques de transition » en raison de l'évolution des préférences des consommateurs et des politiques gouvernementales qui peuvent affecter la valeur des actifs placés, des « risques de responsabilité » induits par d'éventuels recours en responsabilité civile à l'encontre de leurs assurés, des « risques de réputation » ([IE n° 223](#)). C'est dans ce cadre que l'association britannique ClientEarth a annoncé, le 6 août, avoir **porté plainte auprès de la UK Financial Conduct Authority** (FCA – l'une des instances qui assure la réglementation des services financiers outre-Manche) contre trois compagnies d'assurance britanniques (Admiral, Lancashire Holdings Limited, Phoenix Group Holdings) pour ne pas avoir respecté les exigences sur les règles de transparence détaillées par la FCA dans ses [Disclosure Guidance and Transparency Rules](#). En l'espèce, en omettant d'aborder les menaces liées au changement climatique dans leur rapport annuel, ces compagnies ont ignoré un risque déterminant et ont

enfreint les sections DTR 1A.3.2 R et DTR 4.1.8 R du guide de la FCA. En conséquence, l'association demande à cette dernière d'appliquer à leur égard les sanctions appropriées.

## Biodiversité, Allemagne, finance

### Un gestionnaire d'actifs lance un fonds en faveur de la foresterie durable

Selon les [données collectées](#) par l'université du Maryland et publiées le 27 juin dernier sur le site de Global Forest Watch, 2017 a été la deuxième année la pire en termes de perte de couverture arborée tropicale depuis 2001. **Les couvertures arborées (plantations et forêts naturelles) restent donc fortement exposées au défrichage, aux incendies et à l'exploitation illégale du bois.** Dans ce contexte, le gestionnaire d'actifs allemand Finance in Motion (spécialisé dans la finance à impact et la promotion du développement durable dans les économies émergentes) et le cabinet-conseil allemand UNIQUE (spécialisé dans la gestion forestière) ont annoncé, le 20 août, le lancement d'un nouveau fonds à impact, baptisé Arbaro Fund, en faveur de la foresterie durable. Ce fonds de capital-investissement, qui a pour objectif de lever 200 millions de dollars, prévoit d'investir dans **douze projets de foresterie durable certifiés FSC** dans des zones à forte demande de ressources en bois, mais aussi très exposées à la déforestation, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Son ambition est de générer un important retour sur investissement à trois niveaux : environnemental, social et financier.

---

## ENTREPRISES

---

## Déchets, Ethiopie, énergie

### L'Ethiopie inaugure la première centrale électrique africaine à partir de déchets solides

Dans bon nombre de pays en développement, les décharges représentent une source de revenus pour les populations urbaines qui n'ont parfois pas d'autres **ressources pour vivre**. Outre les énormes problèmes écologiques induits par ces centres d'enfouissement (rejets de méthane, infiltrations d'effluents toxiques dans les eaux souterraines, prolifération d'espèces invasives...), les conditions d'hygiène et de sécurité y sont, pour le moins, extrêmement précaires pour les personnes les « exploitant ». **En mars 2017**, un gigantesque glissement de terrain a affecté la décharge de Koshe près d'Addis-Abeba (la plus importante d'Ethiopie), en ensevelissant un bidonville construit directement sur l'une des collines de déchets et en causant la mort de plus de 110 personnes intervenant sur le site, dont une majorité de femmes. **Le 19 août dernier**, le président du pays, Mulatu Teshome, a inauguré la première grande [centrale électrique](#) d'Afrique fonctionnant à partir de déchets. D'une capacité de 25 MW, la centrale de Reppie devrait collecter chaque jour 1 400 tonnes de déchets solides en moyenne. Reste maintenant à savoir comment les milliers de personnes qui vivaient de la décharge ont été associées au projet.

## Emploi, Etats-Unis, distribution

### Amazon ouvre à Seattle son deuxième magasin sans caisse et sans personnel

En mai dernier, le conseil municipal de Seattle avait voté l'instauration d'une taxe sur les salaires des entreprises réalisant plus de 20 millions de dollars de chiffre d'affaires. Le produit de cette taxe devait servir à financer un programme de logements sociaux. Mais sous la pression de certaines entreprises, parmi lesquelles Amazon, le conseil a abrogé la loi le mois suivant ([IE n° 283](#)). **Le géant du commerce en ligne, critiqué** pour la précarité de dizaines de milliers de ses emplois, mais aussi pour les risques que ses technologies de reconnaissance faciale peuvent faire courir aux libertés individuelles ([IE n° 283](#)), a ouvert le 27 août à Seattle son deuxième [magasin de détail](#) sans caisse ni personnel. Pour y accéder, les clients doivent avoir chargé l'application Amazon Go sur leur smartphone et ils s'identifient en passant ce dernier sur les bornes situées à l'entrée du magasin. Leurs achats sont enregistrés grâce à un système de caméras à

